

Unité départementale de Seine-Saint-Denis  
7 esplanade Jean Moulin  
BP189  
93003 Bobigny

Bobigny, le 28/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CENTRALE DES METAUX**

135 ROUTE DE SAINT LEU  
93800 Épinay-Sur-Seine

Code AIOT : 0007404774

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/01/2026 dans l'établissement CENTRALE DES METAUX implanté 135 ROUTE DE SAINT LEU 93800 Épinay-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 07/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre de la mise en application des nouvelles mesures de sécurité incendie pour les installations de tri, transit de déchets.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CENTRALE DES METAUX
- 135 ROUTE DE SAINT LEU 93800 Épinay-sur-Seine
- Code AIOT : 0007404774
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Centrale des Métaux exploite des activités de tri-transit de déchets métalliques classées à autorisation pour la rubrique 2718 et à déclaration pour la rubrique 2713.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN26 Accidentologie TTR
- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Entreposage des produits et déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 3.5	Demande d'action corrective	1 mois
2	Entreposage des batteries	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 3.8.	Demande d'action corrective	1 mois
4	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.1.	Demande d'action corrective	3 mois
5	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 4.1.4.	Demande d'action corrective	3 mois
6	Maîtrise des incendies	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 4.1.5.	Demande d'action corrective	3 mois
7	Rondes	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.2.	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Zones d'entreposage tampon du processus de tri manuel ou mécanisé	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.9.	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas mis en place les mesures de sécurité incendie introduites par les arrêtés de 2024 et 2025 et en particulier le plan de défense incendie et la détection incendie.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Entreposage des produits et déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  ... En compléments du registre prévu au point 3.4 de l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins, de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition de l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets. ...
<b>Constats :</b>  Les déchets sont stockés sous bâtiment. Concernant l'état des stocks, l'exploitant peut éditer un état des stocks par type de produit. Toutefois, cet état des stocks ne serait pas accessible à tout moment (en particulier hors heures ouvrées et sans alimentation électrique) et les déchets dangereux ne sont pas spécifiquement identifiés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit s'organiser pour permettre un accès en toutes circonstances à un état des stocks actualisé (actualisation hebdomadaire pour les déchets non dangereux et quotidienne pour les déchets dangereux), par exemple en mettant en place un ensemble de documents (plans, état des stocks,...) à disposition des services d'incendie et de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : Entreposage des batteries

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 3.8.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>« Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60. « Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois.</i>
<b>Constats :</b>

<p>L'exploitant indique qu'il stocke uniquement des batteries au plomb et que les batteries lithium-ion ne sont pas acceptées sur le site.</p> <p>Concernant les refus de tri, la présence de batterie LI-Ion est peu probable, car le contrôle à réception permet normalement de les détecter. Toutefois, l'exploitant doit disposer d'un stockage approprié en cas de découverte d'une batterie Li-Ion.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place un stockage adapté pour les batteries Li-Ion en cas de découverte d'une batterie lors du tri des déchets.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 3 : Zones d'entreposage tampon du processus de tri manuel ou mécanisé**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.9.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« - les zones d'entreposage temporaire en amont du tri ;« - les zones d'entreposage temporaire sous cabine de tri.</p> <p>« Toute zone d'entreposage temporaire en amont du tri est d'un volume maximal de 20 m<sup>3</sup> et respecte l'une des deux conditions suivantes :</p> <p>« - elle est vide pendant les périodes de fermeture du site et vidée a minima quotidiennement ;« - elle est munie d'un système d'extinction automatique.</p> <p>« Toute zone d'entreposage temporaire sous cabine de tri est d'un volume maximal de 120 m<sup>3</sup> et respecte l'une des deux conditions suivantes :</p> <p>« - elle est vide pendant les périodes de fermeture du site et vidée a minima quotidiennement ;« - elle est munie d'un système d'extinction automatique.</p> <p>« Les bâtiments ouverts ou fermés dans lesquels sont situées des zones d'entreposage tampon du processus de tri sont munis d'un système de détection automatique et d'alarme incendie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant confirme que la zone de stockage en attente de tri est inférieure à 20 m<sup>3</sup> et qu'elle est vidée à la fermeture.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Détection et surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>« Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela. »</i> <i>« Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours. »</i> <i>« En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré. »</i> <i>« Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots. »</i> <i>« Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle. »</i>
<b>Constats :</b>  Le site ne dispose pas de détection incendie. La détection incendie peut ne pas être mise en place dans le cas où les déchets combustibles sont uniquement stockés en petits îlots. Lors de la visite d'inspection les déchets combustibles n'étaient pas stockés en petits îlots. L'exploitant indique qu'il est en cours de réorganisation de ses stockages. S'il prévoit de stocker tous ses déchets combustibles en petits îlots et ne pas mettre en place la détection incendie, il devra transmettre un plan de ses nouveaux stockages avec les éléments permettant de justifier du respect des règles applicables aux petits îlots (volume maxi, distances d'isolement).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Mettre en place la détection automatique d'incendie déclenchant la transmission d'alerte et une alarme ou justifier du fait que les déchets combustibles sont uniquement stockés en petits îlots.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Plan de défense contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 4.1.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.  Il comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none"><li>-les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li><li>-l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li><li>-les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li><li>-les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li><li>-le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li><li>-le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li><li>-des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;</li><li>-le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</li><li>-les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu au point 3.5 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</li><li>-le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;</li><li>-la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne dispose pas de plan de défense incendie.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant doit mettre en place son plan de défense incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Maîtrise des incendies

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 4.1.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations déclarées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'il n'a pas réalisé d'exercice incendie (le site ne dispose pas de plan de défense incendie).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit organiser un exercice incendie (sur la base de son plan de défense incendie, à réaliser).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



**N° 7 : Rondes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>« I. L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :</i> <i>« a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;</i> <i>« b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.</i> <i>« II. L'exploitant détermine les consignes concernant :</i> <i>« - la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;</i> <i>« - le parcours des rondes et les points d'observation ;</i> <i>« - la formation du personnel concerné ;</i> <i>« - le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;</i> <i>« - les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.</i>
<b>Constats :</b>  Le responsable d'exploitation indique qu'il réalise une ronde à la fermeture du site (de la réception) puis à son départ, au moins 2h après la dernière réception. Toutefois, les consignes concernant les rondes ne sont pas formalisées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit formaliser les consignes relatives aux rondes de sécurité incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois